

COMMUNIQUÉ

Pour publication immédiate
Vendredi 8 juin 2018

Les résultats électoraux sont une source de préoccupation pour la population étudiante

TORONTO – Aujourd’hui, les étudiantes et étudiants accueillent le gouvernement progressiste-conservateur (PC) nouvellement élu de Doug Ford avec des émotions mitigées. Le manque d’appui pour les services publics, comme l’éducation postsecondaire, et pour les victoires comme le salaire minimum de 15 \$ que les dirigeantes et dirigeants du gouvernement majoritaire PC manifestent est une source d’inquiétude pour les étudiantes et étudiants.

« Depuis plusieurs mois, les étudiantes et étudiants réclament un financement public solide pour les services publics, comme les transports en commun, les services de garde d’enfants et les soins de santé, qui ont une incidence sur notre vie quotidienne, a déclaré Nour Alideeb, présidente de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario. Bien que nous soyons ravis de commencer à travailler avec les nouveaux députés et députées provinciaux et les députés et députées de tous les partis dans le but de continuer de lutter pour une éducation abordable et accessible, nous devons reconnaître que ce nouveau gouvernement n’a pas réussi à démontrer son engagement à maintenir un appui solide pour les services publics dont nous dépendons toutes et tous. »

Au cours des derniers mois, les étudiantes et étudiants se sont organisés autour de la campagne *Équité pour les étudiantes et étudiants*, qui souligne le rôle important des services publics dans la création de conditions essentielles à la réussite de la population étudiante. Partout dans la province, les organisations étudiantes ont partagé ce message avec leurs membres et les ont encouragés à voter.

Pendant la campagne électorale, le PC a promis de trouver des milliards de dollars de gains d’efficacité au sein du gouvernement, de mettre en œuvre plusieurs réductions d’impôt importantes et de geler le salaire minimum à 14 \$ l’heure. Le premier ministre élu, Doug Ford, n’a toujours pas précisé où trouver ces gains d’efficacité. Toutefois, il est certain que ceux-ci se traduiront par d’importantes compressions budgétaires qui auront de graves répercussions pour les étudiantes et étudiants.

« Les étudiantes et étudiants craignent que les gains d’efficacité dont ce gouvernement a parlé se feront aux dépens d’importants investissements sous forme de dépenses publiques, ce qui signifie des compressions dans l’éducation et les soins de santé, a déclaré Alideeb. En travaillant ensemble, nous avons pu obtenir un salaire minimum de 15 \$ et d’autres investissements importants qui viennent en aide à celles et ceux qui en ont le plus besoin. Nous ne pouvons pas nous permettre de reculer. »

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants–Ontario est l’organisation étudiante la plus importante de la province, représentant plus de 350 000 étudiantes et étudiants de tous les cycles universitaires et collégiaux en Ontario.

-30-

Pour plus de renseignements, prenez contact avec :

Ian McRae, coordonnateur des relations avec le gouvernement et des politiques
306 852-0128 ou i.mcrae@cfsontario.ca

COMMUNIQUÉ

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE
Le 29 juin 2018

Les étudiantes et étudiants s'inquiètent de l'avenir de l'éducation postsecondaire

Toronto – La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants a souhaité la bienvenue à la ministre désignée de la Formation et des Collèges et Universités (MFCU), Merrilee Fullerton dans son nouveau poste.

La ministre Fullerton jouera un rôle formatif dans l'établissement de l'orientation du ministère au cours des quatre prochaines années. Dans ce poste, la ministre Fullerton sera responsable de la supervision des collèges et des universités, de régler le financement pour les établissements d'enseignement postsecondaire et de gérer l'aide financière pour les étudiantes et étudiants.

« Les étudiantes et étudiants s'inquiètent de l'avenir de l'enseignement postsecondaire en Ontario, a déclaré Nour Alideeb, présidente de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants–Ontario). L'orientation que choisit de prendre la nouvelle direction du MFCU au cours des prochaines semaines auront des implications majeures pour les étudiantes et étudiants. »


Dans le passé, la ministre Fullerton a fait des déclarations concernant le peuple musulman, qui ont retenu l'attention de toute la population lors de sa campagne électorale. Ces points de vue sont une cause d'inquiétude pour les étudiantes et étudiants alors que la ministre assume son nouveau rôle à la tête du MFCU.

« Les étudiantes et étudiants en Ontario sont une communauté diversifiée, composée de personnes de nombreuses origines ethniques et religieuses différentes. En tant que représentante élue, la ministre Fullerton doit être tenue de respecter des normes de conduite plus élevées en tant que représentante du peuple, a déclaré Alideeb. À l'avenir, les étudiantes et étudiants la tiendront responsable des déclarations discriminatoires qui ne favorisent pas le type de société équitable dans lequel nous voulons vivre. »

L'une des campagnes de longue date de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants est la campagne *Ensemble pour l'équité* qui vise à défier le racisme, le sexisme, l'homophobie, la transphobie, le capacitisme et le colonialisme sur nos campus et au sein de nos communautés. La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario regroupe plus de 350 000 étudiantes et étudiants dans l'ensemble de la province.

-30-

Pour plus de renseignements, prenez contact avec :

Nour Alideeb, présidente,  **au 416 925-3825** ou à n.alideeb@cfsontario.ca

COMMUNIQUÉ

Pour publication immédiate
Le 26 juillet 2018

Une loi de retour au travail récompense le mauvais comportement de York

TORONTO – Les étudiantes et étudiants sont frustrés par la décision du gouvernement Ford d'imposer une loi de retour au travail aux 3 000 grévistes de la section locale 3903 du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP).

Les membres de la section locale 3903 du SCFP étaient en grève depuis cinq mois au sujet de la sécurité d'emploi des professeures et professeurs contractuels, de la protection des assistantes et assistants à l'enseignement, des pratiques d'embauche équitables et de l'annulation d'une décision prise par l'Université York de supprimer plus de 800 postes syndiqués d'assistantes et d'assistants à l'enseignement.

« Tout au long du processus de grève, l'administration de l'Université York n'a jamais négocié de bonne foi, a déclaré Nour Alideeb, présidente de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants–Ontario. Obliger les membres de la section locale 3903 du SCFP à retourner au travail avant que l'Université ne s'efforce d'engager un dialogue sérieux sur ces questions mine le processus de négociation collective. »

« Plutôt que d'encourager l'administration de l'Université York à participer avec ses travailleuses et travailleurs à un processus de négociation constructif, le premier ministre et le ministre ont utilisé leur pouvoir pour retirer à ces travailleuses et travailleurs le droit de grève, a déclaré Alideeb. Ce jugement indique clairement aux employeurs qu'il ne leur est pas nécessaire d'entendre les enjeux présentés par leurs travailleuses et travailleurs. Celui-ci signale également aux étudiantes et étudiants, ainsi qu'aux travailleuses et travailleurs universitaires, que ce gouvernement est partial envers les employeurs et les administrations. »

Les lois de retour au travail constituent un dangereux précédent qui prive les travailleuses et travailleurs de leur meilleur atout : le droit de grève légale lorsque l'employeur négocie de mauvaise foi. La loi de retour au travail du premier ministre Ford pour la section locale 3903 du SCFP signifie que les questions pour lesquelles les membres de la section locale se battaient continueront d'être ignorées, ce qui aura des répercussions sur la qualité de l'éducation de l'Université York. En obligeant les membres de la section locale 3903 du SCFP à retourner au travail, le premier ministre Ford a non seulement mis en péril les conditions de travail de 3 000 travailleuses et travailleurs, mais aussi les conditions d'apprentissage de plus de 50 000 étudiantes et étudiants de l'Université York.

Les questions contestées par la section locale 3903 du SCFP ne sont pas particulières à l'Université York. Au cours de la dernière décennie, les compressions budgétaires dans le financement ont entraîné un recours accru sans précédent aux professeures et professeurs contractuels dans des emplois précaires, plutôt qu'aux professeures et professeurs à plein temps pour fournir la majeure partie de l'enseignement dans les collèges et universités de toutes les régions de l'Ontario. Des questions semblables ont été soulevées par les professeures et professeurs en grève des collèges de toute la province en 2017, ce qui a aussi entraîné une loi de retour au travail sous la direction de l'ancienne première ministre Kathleen Wynne.

« Il n'y a pas de gagnants dans ce conflit. En minant les efforts légitimes des membres la section locale 3903 du SCFP de contester leurs conditions de travail et en appuyant l'administration de l'Université York tout en ignorant son obligation de négocier, le gouvernement actuel a fait en sorte qu'il est plus difficile pour les professeures, les professeurs, les étudiantes et les étudiants de soulever leurs préoccupations quant aux lacunes du système. »

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario, la plus importante et la plus ancienne organisation étudiante en Ontario, représente plus de 350 000 étudiantes et étudiants des collèges et universités de toutes les régions de la province.

-30-

Pour plus de renseignements :

Nour Alideeb, présidente, **416 925-3825** ou **chair@cfsontario.ca**

COMMUNIQUÉ

Pour publication immédiate
Le 31 août 2018

La politique en matière de liberté d’expression du gouvernement crée un dangereux précédent pour les campus en Ontario

Toronto, Ont. – Le jeudi 30 août, le gouvernement provincial a mandaté tous les collèges et universités bénéficiant d’une aide publique d’élaborer une politique en matière de liberté d’expression d’ici le 1er janvier 2019.

Les étudiantes et étudiants de partout dans la province sont préoccupés par l’approche utilisée par le gouvernement pour définir la liberté d’expression, le délai pour la mise en oeuvre de la politique et les critères que tous les établissements doivent respecter.

Les étudiantes et étudiants revendiquent depuis longtemps la liberté d’expression, la discussion ouverte, la recherche libre et la liberté de l’enseignement. Par contre, au cours des dernières années, le concept de la liberté d’expression a été coopté pour protéger et défendre les propos haineux sur les campus.

« La rhétorique en matière de défense de la liberté d’expression est utilisée pour protéger les discours racistes, homophobes, transphobes et autrement oppressifs sur les campus et pour faire taire toute dissidence », explique Nour Alideeb, présidente de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario. « Toutes les étudiantes et tous les étudiants ont le droit inhérent de fréquenter un établissement d’enseignement postsecondaire sans avoir peur que leur humanité et leur identité ne soient attaquées. »

Les collèges et universités ont déjà des politiques qui protègent la liberté d’expression sur le campus, ainsi que des codes de conduite et des conventions collectives qui comprennent des procédures disciplinaires. La mise en place d’une politique en trois mois contournera plusieurs structures institutionnelles comme les sénats scolaires, les comités consultatifs et les rencontres avec les intervenants ainsi qu’un processus de consultation significatif et indispensable.

« La définition de la liberté d’expression fait partie d’une discussion permanente et importante dans le milieu universitaire. En imposant un délai si court pour l’élaboration de ces politiques, le gouvernement mine les structures de gouvernance universitaire existantes, qui permettent au corps professoral, à la population étudiante et aux intervenants de l’établissement d’exprimer leurs opinions », déclare Alideeb.

La Fédération fait partie d'un groupe d'intervenants du secteur universitaire qui s'inquiètent du fait que cette proposition semble chercher à miner l'administration, le corps professoral et la population étudiante des collèges et universités qui défendent le droit d'avoir des classes et des campus sans intolérance et propos haineux.

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario est l'organisation étudiante la plus importante de la province, représentant plus de 350 000 étudiantes et étudiants dans des collèges et universités de toutes les régions de l'Ontario. L'une des campagnes de longue date de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants est la campagne Ensemble pour l'équité qui vise à défier le racisme, le sexisme, l'homophobie, la transphobie, le capacitisme et le colonialisme sur nos campus et au sein de nos communautés.

-30-

Pour obtenir plus d'informations :

Ian McRae, coordonnateur des relations avec le gouvernement et des politiques : 416 925-3825
ou 306 852-0128 (cellulaire)

Nour Alideeb, présidente 416 925-3825

MEDIA RELEASE

For immediate release
18 octobre 2018

Les étudiantes et étudiants et les membres de la communauté se rassemblent pour contester la directive de politique du gouvernement Ford

Toronto– Les universités et les collèges de l’Ontario sont des espaces vitaux où une culture de débats universitaires enrichissants et la liberté d’expression devraient être favorisées. Le progrès des connaissances est au cœur du mandat de nos établissements d’enseignement postsecondaire, ce qui exige que nos campus soient des endroits où tous les membres de la communauté ont le droit de s’exprimer et de se lancer des défis intellectuels dans le respect mutuel. Les associations des professeures et professeurs d’université, les syndicats ouvriers et les syndicats étudiants croient profondément en ces droits et poursuivront leur travail collectif pour les faire respecter.

Il n’y a pas de crise en matière de liberté d’expression sur les campus de l’Ontario. Il s’agit d’une fiction idéologique qu’utilise le gouvernement pour justifier l’ingérence dans la gouvernance universitaire et dans l’autonomie des universités et des collèges de l’Ontario.

« Il est révélateur que le gouvernement n’ait consulté aucune intervenante ou intervenant du secteur avant d’annoncer la nouvelle exigence relative aux politiques en matière de « liberté d’expression » sur les campus et aux mesures disciplinaires liées à d’éventuelles compressions dans le financement des universités et des collèges, a déclaré Nour Alideeb, présidente de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario.

La menace de discipliner les étudiantes, les étudiants, les membres du personnel et du corps professoral limite de fait l’expression des droits sur le campus, particulièrement pour les groupes systématiquement marginalisés. », a ajouté Alideeb.

Les étudiantes et étudiants ont organisé un rassemblement à Ryerson aujourd’hui pour contester les attaques contre le militantisme sur les campus. Les étudiantes et étudiants refusent d’accepter une directive de politique qui menace à tous les points de vue l’expansion du militantisme et la réflexion critique.

-30-

For more information contact:

Ian McRae, coordonnateur des relations avec le gouvernement et des politiques : 416 925-3825
ou 306 852-0128 (cellulaire)

MEDIA RELEASE

For immediate release
18 octobre 2018

Votez local : Les enjeux municipaux sont des enjeux étudiants

Toronto – Aujourd’hui, après plusieurs mois d’école, les étudiantes et étudiants de toutes les régions de la province se rendront aux urnes pour voter dans leur circonscription municipale locale. La campagne *Votez local*, de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants a été lancée en septembre pour attirer l’attention sur six enjeux clés qui touchent la population étudiante. Ces six enjeux sont les services de garde d’enfants, le changement climatique, la sécurité alimentaire, le logement, la justice génésique et les transports en commun.

La campagne *Votez local* a permis de mettre en contact les étudiantes et étudiants de toute la province et de les sensibiliser à ces enjeux. Les étudiantes et étudiants ont pu obtenir la participation de leurs candidates et candidats et ont organisé des assemblées publiques, des débats et des rencontres avec les candidates et candidats.

« Le rôle que jouent les services municipaux comme les transports en commun et le logement dans la vie quotidienne des étudiantes et étudiants est d’une importance capitale. C’est la raison pour laquelle ils se dirigeront en grand nombre vers les bureaux de scrutin pour élire des candidates et candidats qui se sont engagés à améliorer ces services et à les rendre abordables et accessibles », a déclaré Nour Alideeb, présidente de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants.

Les étudiantes et étudiants appuient une gouvernance robuste qui protège les services publics et s’assure que les personnes qui ont besoin de ces services peuvent en bénéficier.

-30-

For more information contact:

Ian McRae, Government Relations and Policy Coordinator: **416-925-3825** or **306-852-0128**

COMMUNIQUÉ

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

Le 24 octobre 2018

L'annulation de nouveaux campus déçoit les étudiantes et étudiants

Toronto – Hier, le gouvernement de l'Ontario a annoncé qu'il mettrait fin au financement de trois campus postsecondaires à Markham, Milton et Brampton. Cette annonce a surpris les étudiantes et étudiants de toute la région du Grand Toronto, les administratrices et administrateurs des campus et les collectivités touchées, qui sont profondément déçus par cette décision.

La ministre de la Formation et des Collèges et Universités, Merrilee Fullerton, a déclaré que le gouvernement ne sera pas en mesure de donner suite au financement de 325 millions de dollars promis pour ces projets, citant le déficit provincial de 15 milliards de dollars. Les deux campus devaient ouvrir en 2021 et 2022 et fournir 8 000 places supplémentaires pour les étudiantes et étudiants.

« Les communautés et les établissements touchés par l'annulation des trois nouveaux campus sont déçus à juste titre de cette décision, a déclaré Nour Alideeb, présidente de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario. Certains de ces projets étaient en cours depuis des années, notamment un travail considérable pour former des partenariats entre les établissements, pour créer des programmes et pour concevoir des bâtiments. »

Le campus de Markham faisait partie de l'Université York en partenariat avec le Collège Seneca; le campus de Milton faisait partie de l'Université Wilfrid Laurier en partenariat avec le Collège Conestoga; et le campus de Brampton faisait partie de l'Université Ryerson en partenariat avec le Collège Seneca.

« Il y a une demande croissante d'éducation postsecondaire dans la RGT. Ces nouveaux campus auraient permis aux étudiantes et étudiants de Markham, Milton et Brampton de fréquenter plus facilement le collège ou l'université de leur collectivité en réduisant les coûts du logement et du transport, a déclaré Alideeb. L'Ontario a déjà les frais de scolarité les plus élevés au pays, particulièrement dans cette partie de la province. Ces nouveaux campus étaient un investissement dans notre avenir et dans nos communautés – il est décevant que ce gouvernement ne puisse s'en rendre compte. »

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario est l'organisation étudiante la plus importante de la province, représentant plus de 350 000 étudiants des collèges et universités, et militant pour une éducation postsecondaire de haute qualité.

Pour plus de renseignements, prenez contact avec :

Ian McRae, coordonnateur des relations avec le gouvernement et des politiques : **416 925-3825**
ou **306 852-0128** (cellulaire)

Nour Alideeb, présidente : **416 925-3825**